



**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration - Soixante-douzième session**

Rome, 25-26 avril 2001

**RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE 2001  
LE SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION:  
CINQ ANS APRÈS, ET LE SUIVI DU SOMMET DU MILLÉNAIRE**

1. Conformément au souhait exprimé par le Conseil d'administration, à sa soixante-sixième session, d'être tenu régulièrement informé des activités préluant à la publication du rapport du FIDA sur la pauvreté rurale 2001, des notes d'information ont été présentées aux soixante-septième, soixante-neuvième et soixante et onzième sessions du Conseil d'administration ainsi qu'à la quatrième session de la Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA.
2. Le document ci-après, portant sur le lancement du Rapport sur la pauvreté rurale 2001: le défi posé par l'élimination de la pauvreté rurale (ci-après le Rapport sur la pauvreté rurale), le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, et le suivi du Sommet du millénaire, est communiqué à la présente session du Conseil d'administration pour information.



## **A. Lancement du Rapport sur la pauvreté rurale 2001**

1. Depuis le dernier rapport présenté à la soixante et onzième session du Conseil d'administration, le Rapport sur la pauvreté rurale a été publié par l'éditeur Oxford University Press. La publication de ce rapport vise un double objectif: mettre en évidence les principales options et opportunités offertes aux ruraux pauvres pour sortir de la pauvreté; forger une vaste coalition de partenaires afin d'atteindre les objectifs mondiaux de lutte contre la pauvreté. Une série de manifestations ont été organisées en Amérique du Nord et en Europe à l'occasion du lancement du rapport afin de diffuser les messages qu'il contient à diverses communautés, notamment le système des Nations Unies, les médias, les organisations non gouvernementales (ONG) et le monde des entreprises, ainsi qu'à un vaste public de spécialistes des opérations et des politiques d'organismes bilatéraux de développement, d'institutions financières internationales et d'instituts de recherche. Une délégation du FIDA, nombreuse et de haut niveau, qui comprenait notamment le Président, le Vice-président, les Présidents adjoints des Départements Politique économique et stratégie de mobilisation de ressources, (ED) et Management et services du personnel, des directeurs et des fonctionnaires du Département Gestion des programmes et de ED et enfin le Directeur du Bureau de liaison du FIDA en Amérique du Nord situé à Washington, a également participé à ces manifestations.

### **Manifestations de lancement**

2. La principale manifestation de lancement du rapport sur la pauvreté rurale a eu lieu au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 5 février 2001. Quelque 107 invités, dont 51 représentants de Missions permanentes auprès de l'ONU ont participé à cette cérémonie, ainsi que M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Harri Holkeri, Président de l'Assemblée générale, M. Martin Belinga Eboutou, Président du Conseil économique et social (ECOSOC), M. Nitin Desai, Sous-secrétaire général, Département des affaires économiques et sociales (DESA), M. le Professeur Michael Lipton de l'Université du Sussex, Mme Pelucy Ntambirweki, Directeur exécutif de Ugandan Women's Efforts to Save Orphans, et Mme Jan Hopkins de la chaîne de télévision CNN.

3. En prélude à la manifestation de haut niveau organisée par l'ECOSOC sur "le rôle des Nations Unies dans l'appui aux efforts déployés par les pays africains pour parvenir à un développement durable", le FIDA a réuni en collaboration avec DESA un groupe de discussion. À cette occasion, le Président du FIDA et le Sous-secrétaire général, DESA, ont prononcé une allocution devant une cinquantaine de personnes. Douze participants ont pris la parole, dont le Président du Conseil des ministres de l'Union européenne et le Président du Groupe des 77.

4. Le 6 février, le service de liaison de l'ONU avec les ONG (NGLS) a organisé une séance d'information à l'intention des ONG. Cette séance avait pour objet à la fois d'attirer l'attention des ONG établies à New York et accréditées auprès de l'ECOSOC, sur le rapport et de toucher les ONG participant au Comité préparatoire de la troisième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, réuni au même moment.

5. Le 7 février, le FIDA, de concert avec le Projet sur le changement et la sécurité de l'environnement du Woodrow Wilson International Center for Scholars a présenté un exposé sur les conclusions du rapport sur la pauvreté rurale. Cette présentation à laquelle ont assisté 130 décideurs politiques et praticiens du développement, a été suivie d'un groupe de discussion qui s'est penché sur les questions soulevées par la lutte contre la pauvreté rurale. Ce groupe était composé notamment des personnalités suivantes : M. George McGovern, Ambassadeur représentant les États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M. John Mellor, Vice-président de Abt Associates et Mme Geeta Rao Gupta, Présidente du Centre international de recherche sur les

femmes. Au cours d'un déjeuner organisé le même jour et auquel ont pris part plus de 70 dix convives, le Vice-président du FIDA a exposé les raisons pour lesquelles le FIDA avait décidé de rédiger un rapport sur la pauvreté rurale. Ensuite, un groupe composé de M. David Beckman, Président du Bread for the World Institute, M. Peter McPherson, Président de la Michigan State University et ancien administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international et M. Rajul Pandya Lorch, animateur de l'initiative Vision 2020 pour l'alimentation, l'agriculture et l'environnement, de l'Institut de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), s'est réuni pour examiner les conclusions du Rapport. Ces deux événements ont été diffusés sur le web (à l'adresse suivante : <http://wwisc.si.edu>).

6. Le 8 février, la Chambre de commerce des États-Unis, le Citizen's Network for Foreign Affairs et le Corporate Council on Africa ont assisté à une présentation spéciale du Président du FIDA à l'intention du monde des entreprises.

7. La manifestation de lancement organisée le même jour à l'IFPRI, sous les auspices de son Directeur général, et qui s'adressait au personnel des banques multilatérales de développement, des institutions universitaires et des "groupes de réflexion", a attiré un public nombreux. En ouverture, le Vice-Président du FIDA a prononcé une allocution sur la genèse du Rapport et sur les raisons qui avaient incité le FIDA à prendre cette initiative.

8. Le 9 février, quelque 22 représentants du groupe de travail sur le FIDA, établi par les ONG des États-Unis, se sont réunis pour examiner la façon dont le Rapport sur la pauvreté rurale pourrait être mis à profit pour renforcer l'engagement des États-Unis à l'égard de la fois du FIDA et des efforts déployés pour éradiquer la pauvreté rurale.

9. Le 12 février, le Ministère suédois des affaires étrangères a organisé, en collaboration avec le FIDA, une manifestation de lancement à Stockholm (Suède). À cette occasion, Mme Maj-Inger Klingvall, Ministre de la coopération au développement international, a présenté officiellement le Rapport sur la pauvreté rurale et présidé une réunion à laquelle ont participé une trentaine de représentants d'organismes de développement et d'instituts de recherche suédois. M. Lennart Båge, alors chef de la Division de la coopération au développement international au Ministère suédois des affaires étrangères, a clôturé la réunion. Dans son allocution, M. Båge a attiré l'attention notamment sur le nécessaire renforcement des pays pauvres pour leur permettre de mieux tirer parti des ressources consacrées à la lutte contre la pauvreté, d'absorber davantage de ressources de façon productive et d'appliquer des politiques agricoles efficaces, ainsi que sur l'amélioration de la collaboration qui s'impose si l'on veut parvenir à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre des personnes vivant dans une extrême pauvreté.

10. Le 13 février, à la cérémonie de lancement organisée à Paris, le Rapport sur la pauvreté rurale a été présenté au Réseau informel sur la lutte contre la pauvreté du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE) dans le but de resserrer la coordination avec les directives du CAD concernant l'éradication de la pauvreté.

11. Le 15 février, le Département du développement international (DFID) a organisé le lancement du Rapport à Londres, en collaboration avec le FIDA. Mme Clare Short, Secrétaire d'État au développement international, a prononcé le discours d'ouverture. Dans leurs allocutions respectives, le Vice-président du FIDA et le professeur Lipton ont insisté sur la nécessité d'accorder davantage d'attention aux moyens d'existence des pauvres et d'adopter une démarche globale pour faire reculer la pauvreté.

12. Le 16 février, l'Université du Sussex a tenu, en collaboration avec le FIDA et le DFID, un séminaire auquel ont participé des universitaires, des fonctionnaires des Nations Unies et des institutions financières internationales ainsi que des représentants d'organismes bilatéraux.

13. Du 20 au 22 février, lors de la cérémonie de lancement qui a eu lieu à Rome, le Rapport sur la pauvreté rurale a été distribué à tous les gouverneurs ainsi qu'aux délégations participant à la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs. Le Vice-président du FIDA a fait une présentation du Rapport exposant les principaux messages qu'il contient, et un message de M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a été diffusé lors d'une projection vidéo.

### **Couverture médiatique**

14. Avec l'assistance d'Associated Press Television News, le FIDA a organisé une large couverture médiatique des activités de lancement du Rapport. Un rouleau B (b-roll) a été produit et diffusé par la BBC World Television, O Globo (chaîne de télévision brésilienne), Sky News, Reuters Television, Bloomberg Television, CNN, Middle East Broadcasting, British Satellite News et RAI news 24. CNN et BBC World Service ont interviewé des fonctionnaires du FIDA au sujet du Rapport et des principaux messages qu'il contient. O Globo a également diffusé des interviews de membres du personnel du FIDA.

15. Le 7 février, le Président du FIDA a reçu 9 membres de la presse de Washington, lors d'un "petit déjeuner de presse" qui s'est tenu au National Press Club. De nombreux articles sur le FIDA ont été publiés notamment par Associated Press, Reuters, The Financial Times, The Times of London, The Guardian et The Economist. Des chaînes de télévision tels que CNN International, la BBC et O Globo ont également couvert cet événement.

16. En Suède, lors d'une conférence de presse organisée le 12 février en collaboration avec le Ministère suédois des affaires étrangères, le Président du FIDA, ainsi que Mme Gun-Britt Anderson, Secrétaire d'État à la coopération au développement international et le professeur Lipton, ont brièvement présenté le Rapport. Cette conférence a fait l'objet d'articles dans la presse quotidienne. Le 12 février, le FIDA a également été présent à l'édition du soir du journal télévisé, sur les chaînes TV1 et TV2, au cours de laquelle un éminent spécialiste suédois de sciences politiques, M. Peter de Vylder, a commenté des extraits du Rapport. Radio Suède a également diffusé des extraits de la conférence de presse ainsi qu'une interview de M. Lennart Båge.

17. À Londres, The Financial Times, The Guardian, The Independent et The Daily Express ont publié des articles sur le Rapport dès sa présentation initiale à New York. The Economist a aussi publié un bref compte rendu au cours de la même semaine.

18. À Rome, le 19 février, le Rapport a été présenté aux médias, au Club de la presse étrangère. M. Antonio Pelayo, Président de ce Club a présenté le Rapport à une cinquantaine de journalistes de la presse écrite et radiodiffusée internationale.



## **B. Le Sommet mondial de l'alimentation: Cinq ans après, et le suivi du Sommet du millénaire**

### **Contribution du FIDA au suivi du Sommet mondial de l'alimentation**

19. En novembre 1996, les dirigeants mondiaux réunis à Rome pour le Sommet mondial de l'alimentation se sont engagés à diviser par deux, d'ici à 2015, le nombre de personnes sous-alimentées vivant dans le monde en développement. À cette fin, le Sommet a adopté sept engagements définissant comment et par qui les politiques et les actions visant à assurer le recul durable de la pauvreté et la sécurité alimentaire devraient être mises en œuvre. Dans une large mesure, le Sommet a amené les décideurs politiques à prendre conscience de l'ampleur du problème de la pauvreté qui, selon les termes de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, est "une cause majeure de l'insécurité alimentaire", et à trouver les moyens d'encourager les investissements en faveur d'activités propres à faire reculer la pauvreté. La Déclaration de Rome et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation insistent aussi sur la nécessité de créer les conditions fondamentales voulues, à savoir un environnement propice, pour que les activités destinées à réduire la pauvreté puissent être mises en œuvre.

20. Cinq ans après, toutefois, force est de constater que le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde ne diminue qu'au rythme de 8 millions par an, ce qui est bien inférieur au chiffre moyen de 20 millions par an qu'il faudrait enregistrer pour atteindre l'objectif visé en 2015. De surcroît, plus de 75% des pauvres du monde vivent dans les campagnes, de sorte qu'il faudra accentuer l'effort de développement rural et, en particulier, stimuler la croissance du secteur agricole. Vu ces résultats décevants, il a été décidé de tenir, du 5 au 9 novembre 2001, une réunion de haut niveau sur le suivi "cinq ans après" du Sommet afin d'envisager les mesures à prendre pour réduire plus rapidement le nombre des personnes sous-alimentées.

21. À titre de contribution au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, le FIDA avait présenté une communication et participé à l'élaboration de la Déclaration de Rome et du Plan d'action, plus particulièrement sur les sujets de l'agriculture, de la pêche, des forêts et du développement rural durables, dans les zones aussi bien à faible qu'à fort potentiel. La communication du FIDA intitulée, "La sécurité alimentaire: incidences sur les orientations et les activités visant à réduire la pauvreté rurale et améliorer la nutrition", mettait notamment l'accent sur le rôle productif fondamental que jouent les femmes en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition, spécialement au niveau du ménage.

22. Dans ces conditions, le FIDA ne peut que se féliciter de l'opportunité que représente cette réunion qui se tiendra en novembre 2001 pour examiner "cinq ans après" les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Plan d'action. La participation du Fonds à la réunion portera principalement sur l'orientation et la démarche générales de son action en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté et sur les activités relatives aux "engagements axés sur l'être humain", que le Comité de la sécurité alimentaire a examiné à sa réunion de 2000 dans le cadre du suivi régulier du Sommet mondial de l'alimentation dont il est chargé.

23. Depuis sa création en 1978, le FIDA a eu pour mission de travailler de concert avec les pays en développement pour lutter contre la faim et la pauvreté rurale. À cette fin, il a financé 578 projets et programmes, dont 235 sont actuellement en cours d'exécution dans 95 pays. Avant que l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation n'ait été fixé, le renforcement de la sécurité alimentaire au niveau local et national occupait déjà une place de premier plan dans les projets exécutés avec le soutien du Fonds dans les pays en développement.



24. Le FIDA a continué à concentrer son attention sur les moyens d'accroître la sécurité alimentaire, par exemple, en investissant dans les ressources à la fois productives, sociales et institutionnelles. Les prêts qu'il accorde ont été axés, ces dernières années, non pas tant sur les grands projets d'infrastructure ou même de développement agricole que sur les pauvres eux-mêmes pour les aider à sortir de la pauvreté en leur permettant d'acquérir une plus grande autonomie sur les plans institutionnel et politique – par le biais notamment du renforcement des capacités locales, de l'accès au financement rural, de l'information sur les marchés, et de l'accès aux marchés, aux intrants et à la technologie. Si, dans ses activités de prêt, le Fonds a toujours privilégié la collaboration avec les communautés locales – souvent très isolées sur le plan géographique – l'expérience récente confirme qu'il ne doit pas négliger l'interaction avec les administrations centrales pour que les politiques et les programmes qu'il met en œuvre soient pleinement compatibles avec les activités planifiées et exécutées au niveau des communautés.

25. Au cours des années 90, le FIDA a appliqué une vigoureuse politique d'aide aux gouvernements et aux communautés visant à accroître l'accès des femmes aux ressources productives de manière à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des ménages. Il a veillé, à cette fin, à ce que l'évaluation préalable des projets et autres études de référence comportent des enquêtes anthropométriques, et conçu un aide-mémoire sur la sécurité alimentaire et le rôle des hommes et des femmes dans les ménages. L'appui au renforcement des institutions ayant vocation à donner aux femmes une plus grande autonomie et à leur assurer un traitement plus équitable sont aussi des aspects fondamentaux de l'action du FIDA en faveur des femmes.

26. Le FIDA suit aussi les progrès accomplis dans la promotion du "droit à la nourriture". Dans la mesure où le Fonds travaille directement avec les gouvernements, dont le rôle est fondamental à cet égard, son action consiste effectivement à aider les gouvernements à prendre des mesures positives dans ce sens. Ainsi cherche-t-il à favoriser la création de conditions favorables aux ruraux pauvres qui leur permettent d'avoir accès aux ressources, aux services économiques et sociaux et aux marchés en toute équité, de bénéficier du droit de s'organiser et de mieux faire entendre leur voix dans les instances de décision, en particulier au niveau communautaire. Par conséquent, le Fonds aide essentiellement les autorités nationales à concevoir des projets et des programmes et à leur fournir les ressources nécessaires pour mettre en œuvre les activités prévues à ce titre.

27. Dans les familles pauvres, ce sont surtout les femmes qui sont chargées de produire ou d'acheter les vivres, de sorte qu'elles sont considérées comme le point d'entrée par excellence des interventions destinées à assurer la sécurité alimentaire et le bon état nutritionnel au niveau des ménages. Reconnaissant que les rôles respectifs des femmes et des hommes au sein des ménages, pour être différents n'en sont pas moins souvent complémentaires, le FIDA a mis au point, au cours des trois dernières années, un certain nombre d'outils analytiques à l'intention des praticiens du développement, notamment une base de données sur le rôle des femmes et des hommes dans la sécurité alimentaire des ménages, comportant un site web, un forum de discussion et un CD-ROM (2001); une carte CD à grande capacité de mémoire intitulée "La sécurité alimentaire des ménages et le rôle des femmes et des hommes", qui est au cœur de la stratégie du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté, et un aide-mémoire sur la sécurité alimentaire et le rôle des femmes et des hommes. Cet aide-mémoire est une simple liste de contrôle énumérant les 14 points à prendre en considération lors de la conception, de l'examen préalable et de l'évaluation des projets, qui sert à recueillir des données socio-économiques sur le terrain. La sécurité alimentaire et la nutrition ont aussi été intégrées dans la conception de projets en faveur de l'Albanie, de l'Algérie, du Bangladesh, du Cambodge, de la RPD de Corée, de la Guinée, du Honduras, du Kenya, de Madagascar, du Malawi, du Maroc, du Pakistan, des Philippines, du Tchad et du Swaziland.

28. Le FIDA est conscient que dans certaines régions telles que l'Afrique, et plus particulièrement l'Afrique subsaharienne, cibler son action sur les pauvres peut signifier aider la majorité de la



population. Ne pouvant espérer toucher un aussi grand nombre de personnes, il a, en nouant des partenariats avec d'autres intervenants, servi de catalyseur à la réalisation des changements voulus au niveau à la fois des institutions et des différents groupes intéressés.

29. Depuis sa création, le Fonds a collaboré avec plus de 700 ONG des pays en développement et autres organisations de la société civile. Il a en outre été en mesure, grâce à des programmes spéciaux tels que le Programme de coopération élargi avec les ONG et le Fonds belge de survie, de toucher les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans toutes les régions du monde.

30. Le FIDA a tiré de ses activités avec les populations rurales un certain nombre d'enseignements précieux qu'il a mis à profit pour la préparation, l'exécution et le suivi de l'impact de ses projets et programmes. Par exemple, l'écoute des besoins des organisations locales de base et la fourniture du soutien qui leur est nécessaire prend de plus en plus le pas sur la collaboration avec les grandes organisations à compétence sectorielle. Dans nombre de régions, cela s'est traduit par l'octroi d'un soutien direct à des groupes tels que les syndicats d'usagers de l'eau, les associations villageoises, les groupements d'agriculteurs ou de commerçants, sans oublier les groupes féminins. Ces différents groupes communautaires défendent les intérêts directs de leurs membres et contribuent à leur inculquer le sens des responsabilités, notamment à l'égard des réalisations dont ils sont les bénéficiaires, améliorant ainsi les perspectives d'impact durable des interventions.

31. Le FIDA renforce encore son action auprès des communautés rurales en travaillant en étroite collaboration avec les organisations de réseaux telles que la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté. L'objet de cette Coalition est de mettre en place une stratégie commune visant à renforcer l'autonomie des ruraux pauvres en relançant les réformes agraires et permettant à ceux-ci de participer plus largement aux décisions et aux politiques qui concernent leurs moyens d'existence.

32. Le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la diversification (CLD), créé en octobre 1997, est, comme la Coalition populaire, hébergé par le FIDA. Le Mécanisme mondial est le point de convergence d'un réseau de partenaires soucieux de lutter contre la désertification en mobilisant des ressources financières et en les acheminant de façon à en assurer la répartition équitable.

33. En 1998, le FIDA a organisé et accueilli un atelier interorganisations sur le rôle des hommes et des femmes dans la sécurité alimentaire des ménages. Il a aussi participé activement à un certain nombre d'autres initiatives interorganisations telles que les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité, la création d'unités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité appuyées par le Programme alimentaire mondial (PAM) ainsi que le réseau sur le développement rural et la sécurité alimentaire du Comité administratif de coordination (CAC) et ses groupes thématiques.

34. Le FIDA a animé la préparation, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM, du document d'orientation du CAC sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages (2000), qui s'adresse à l'ensemble du système des Nations Unies. Ce document, qui a été établi avec la participation de tous les organismes du système, a été adopté par le Comité consultatif du CAC pour les questions relatives aux programmes et aux opérations en septembre 2000 et un mois plus tard par l'ECOSOC.

35. En 2000, le FIDA a lancé une initiative sur la gestion des connaissances consistant à créer des groupes de travail thématiques dans des domaines clés tels que le financement rural, l'aménagements des parcours communaux, les outils de diagnostic et la petite agriculture irriguée, gérée par les agriculteurs. Cette initiative a aussi comporté le financement d'un certain nombre de réseaux régionaux en recourant aux technologies de l'information les plus récentes.





## Contribution du FIDA au suivi du Sommet du millénaire

36. Au Sommet social des Nations Unies, réuni à Copenhague (Danemark) en 1995, chaque État membre s'était engagé à se doter d'un programme de lutte contre l'extrême pauvreté. Au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et au Sommet du millénaire de septembre 2000, les dirigeants mondiaux ont ensuite décidé de "réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour et celui des personnes souffrant de la faim".

37. Avant le Sommet du millénaire, le FIDA soutenait déjà activement les efforts déployés au niveau aussi bien national qu'international pour lutter contre la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire des populations les plus démunies. À cette fin, le FIDA met en œuvre la stratégie suivante:

- influencer sur les donateurs bilatéraux et multilatéraux pour inverser la tendance à la baisse des investissements dans le développement agricole et rural en raison de l'importance critique de ce facteur dans la lutte contre la pauvreté;
- collaborer avec les gouvernements pour rationaliser les dépenses publiques de manière à axer les efforts sur les principaux problèmes que soulève l'accès des petits agriculteurs aux biens et aux services;
- mettre au point un programme de prêts très ciblé à l'appui de projets permettant de renforcer la capacité des ruraux pauvres à gérer les ressources locales et de créer des liens avec les marchés libéralisés des biens et des capitaux.

38. Au niveau international, le FIDA s'est attaché à participer aux instances mondiales où il peut faire passer son message avec le plus d'efficacité, à savoir que les interventions de lutte contre la pauvreté doivent être ciblées sur les zones rurales, où vivent la majorité des pauvres. Ainsi, en octobre 2000, le FIDA a participé à une réunion tripartite, avec l'ECOSOC, des chefs de secrétariat des trois organisations à compétence alimentaire établies à Rome, qui s'est tenue à New York. Cette réunion a été l'occasion d'appeler l'attention des États membres de l'ECOSOC sur la question prioritaire de la réduction de la pauvreté rurale par le biais du développement rural et agricole.

39. Le programme de prêts ordinaire du FIDA qui finance des projets/programmes de développement agricole et rural a augmenté de 40% au cours de la période 1992-2000 tandis que le budget administratif et les dépenses d'élaboration des projets diminuaient de 26%. La part des biens et services fournis aux pauvres, qui représentait à peine plus de la moitié du total des prêts en 1992, se chiffrait à 80% de ce total en 2000. Ce progrès a été rendu possible par la rationalisation du cycle des projets qui a permis de mieux répondre aux besoins des populations pour lesquelles et par lesquelles ils sont conçus, ainsi que par la reconfiguration des opérations du Fonds.

40. La Déclaration du millénaire donne la priorité à la satisfaction des besoins spéciaux de l'Afrique. Depuis sa création, le FIDA s'attache tout particulièrement à lutter contre la pauvreté rurale et à enrayer la dégradation de l'environnement dans l'ensemble de l'Afrique. Les crues et la désertification menacent les moyens d'existence de millions d'agriculteurs et de ruraux en Afrique, et plus particulièrement au sud du Sahara et dans certaines zones du Sahel.

41. À l'appui notamment du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA) 2001-2010, le FIDA a participé à la réunion du Comité préparatoire de la troisième conférence sur les PMA et à celle du Comité de coordination interorganisations chargé de préparer cette conférence, tenues en février et mars 2001, respectivement.

42. Le Fonds apporte son appui en particulier à l'appel adressé à tous les partenaires du développement afin d'assurer que le soutien des donateurs renforce effectivement les capacités nationales des PMA et non qu'il s'y substitue, d'aider les PMA à s'attaquer au sous-équipement ainsi



qu'à la faible productivité de l'agriculture en augmentant les dépenses publiques d'investissement consacrées aux programmes visant à renforcer l'investissement dans l'infrastructure économique et sociale des zones rurales, et d'apporter un soutien accru aux institutions de développement agricole et rural. Le Programme d'action en faveur des PMA imprime un nouvel élan à la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, à savoir diviser par deux, d'ici à 2015, le nombre des personnes sujettes à une sous-alimentation chronique. Le FIDA est résolu à intégrer les dispositions du Programme d'action dans son programme de travail ordinaire et à participer activement à la troisième conférence sur les PMA, qui se tiendra du 14 au 20 mai 2001.

43. Le FIDA suit aussi attentivement les travaux préparatoires de la réunion de haut niveau sur la question du financement du développement prévue au Mexique en 2002. Face à la baisse continue de l'aide publique au développement, en particulier dans le domaine agricole, le FIDA se félicite d'avoir la possibilité de participer à cet événement mondial qui est censé s'appuyer sur les engagements figurant dans la Déclaration du millénaire.

44. Soucieux d'atteindre les objectifs internationaux de développement, le Fonds collabore avec les partenaires nationaux et internationaux du développement afin de mettre au point des indicateurs intermédiaires des progrès accomplis et d'évaluer dans quelle mesure ces objectifs sont réalisés au niveau national et régional. On espère que le Rapport sur la pauvreté rurale apportera sa pierre à l'acquisition des connaissances nécessaires pour parvenir à ces objectifs. Dans ce contexte, le FIDA a joué un rôle actif lors du séminaire sur les objectifs internationaux de développement, patronné par la Banque mondiale, qui s'est tenu à Washington les 19 et 20 mars 2001.

45. Conformément au paragraphe 15 de la déclaration du millénaire, qui prévoit la mise en œuvre du programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, le FIDA a élargi et augmenté l'allègement qu'il accorde au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE). Le Conseil d'administration a approuvé en 1996 la participation du FIDA à l'Initiative PPTE initiale et, en 2000, sa participation à l'Initiative PPTE renforcée.

46. Enfin, le plaidoyer mondial en faveur de la priorité à accorder au développement rural et à la réduction de la pauvreté rurale pour atteindre les objectifs internationaux de développement est une composante de plus en plus nécessaire du travail du FIDA. Malgré sa petite taille, le FIDA a été en mesure d'amplifier la portée et d'améliorer la qualité de l'impact de ses activités en collaborant avec des partenaires de plus en plus divers et nombreux, tels que les cofinanceurs, les organisations internationales, dont celles du système des Nations Unies, les ONG, la société civile et, de façon croissante, les organisations de réseaux telles que la Coalition populaire et le Mécanisme mondial, ainsi que les réseaux locaux et régionaux.

47. Tout en consolidant son expérience par une série d'évaluations sur le terrain, menées tout au long de l'exécution des projets et après leur achèvement, le FIDA cherche aussi de nouveaux mécanismes pour atteindre les objectifs communs que sont l'institutionnalisation du Fonds mondial pour l'environnement, l'élaboration de politiques visant la fourniture de services financiers ruraux, et le renforcement de l'autonomie des femmes ainsi que de la sécurité alimentaire, grâce à la mise en œuvre d'approches et de stratégies spécialement conçues à cet effet.